



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
POLYGONE Bâtiment A
5 rue Hinzelin - CS 50551
57009 METZ CEDEX
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sté Lorraine de Cataphorèse Technique

Lieu-dit Haut Pont
BP 16
57650 Fontoy

Références : FONTOY_SLCT_2024-12-30_RAPVI-suivi-echeances_DNM_00901
Code AIOT : 0006201238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 octobre 2024 dans l'établissement Sté Lorraine de Cataphorèse Technique implanté Lieu-dit Haut Pont BP 16 57650 Fontoy. L'inspection a été annoncée le 15 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances de la visite d'inspection du 13 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sté Lorraine de Cataphorèse Technique
- Lieu-dit Haut Pont BP 16 57650 Fontoy
- Code AIOT : 0006201238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°98-AG/2-12 du 12 janvier 1998 modifié autorisant la société REDELSPERGER FRERES à poursuivre, après extension, l'exploitation de ses installations sises à Fontoy, lieu-dit "Haut pont".

Les installations du site sont également encadrées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de	Arrêté Ministériel du	Susceptible de	Demande de	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	lutte incendie – Détection automatique d'incendie	30/06/2006 modifié, article 10 partiel	suites	justificatif à l'exploitant	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006 modifié, article 6-I	Susceptible de suites	Sans objet
3	Pollution atmosphérique-Odeurs	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998 modifié, article 22 partiel	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de 15 jours suivant l'exercice « alarme sonore » prévu le 31/12/2024 que le système de détection automatique mis en place actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 modifié, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : justificatif à transmettre date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2024
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : L'exploitant a notamment déclaré les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> l'absence d'asservissement automatique du chauffage de la cuve affectée au traitement à

un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve ;

- les bains des cuves de traitement ne sont pas chauffés par résistance électrique dans celles-ci mais par des échangeurs à eau situés en dehors des bains. Ceci limite donc la montée en température et les risques associés.

La prescription n'est donc pas applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte incendie – Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 modifié, article 10 partiel

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Justificatif à transmettre
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2024

Prescription contrôlée :

II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :
[...]

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains).

[...]

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a notamment présenté :

- le contrat signé le 27/07/2023 avec un prestataire concernant un service d'alarme incendie avec télésurveillance et de traitement d'image à distance ;
- le contenu du contrat de détection incendie, qui mentionne notamment :
 - une assistance technique, une maintenance corrective et préventive ;
 - le plan matérialisant les zones de détection selon leur typologie (par détecteur de fumées, par caméra thermographique, par aspiration,...). ;
- le PV d'installation du système du 6/03/24.

L'inspection constate que le contrat et/ou le PV d'installation ne précisent pas explicitement les éléments suivants :

- la détection comporte au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration ;
- le déclenchement de l'alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains) ;
- la détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

L'inspection a notamment constaté la présence effective des caméras thermographiques aux emplacements mentionnés sur le plan susvisé.

Post-visite :

- Le prestataire ayant procédé au dimensionnement du système de détection a, par mail du 12/11/24 :

<ul style="list-style-type: none"> ◦ déclaré l'absence de risque de propagation de l'incendie au droit de la zone d'aspiration et de chauffage des bains dans la mesure où : <ul style="list-style-type: none"> ▪ aucune matière corrosive ni inflammable n'est présente, dans un environnement contenu, et protégé mécaniquement ; ▪ le chauffage des bains fonctionne uniquement par le biais d'échangeurs à eau. ◦ conclu à l'absence de risque électrique avoisinant et à la non-nécessité de prévoir de détection incendie dans cette zone ; <ul style="list-style-type: none"> • Concernant l'alarme sonore perceptible en tout point de l'installation, le prestataire s'est engagé à procéder à un test dédié le 31/12/2024 (initialement programmé le 12/12/2024)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des constats, il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de 15 jours suivant l'exercice « alarme sonore » prévu le 31/12/2024, que le système de détection automatique mis en place actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Pollution atmosphérique-Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998 modifié, article 22 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdit.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de signalements sur les années antérieures d'odeurs incommodantes à proximité du site, l'inspection s'est rendue le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans l'ensemble des zones résidentielles bordant immédiatement le site (quartier Sainte-Barbe, quartier Sainte-Geneviève, quartier du Haut-Pont, rue de Metz, rue de la forêt, rue de la mine et rue de l'école) ; • sur le site en activité (fonctionnement avéré des lignes de cataphorèse 1 et 2) ; • à un horaire où l'inconfort olfactif est la plus marquée (pic en début de matinée et notamment le vendredi) selon les signalements recueillis précédemment et dans des conditions climatiques représentatives de ces signalements (temps sec). <p>L'inspection n'a pas constaté, le jour de la visite, d'odeurs incommodantes au droit des zones résidentielles susvisées ni au sein du site dans sa partie ouverte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite